

Bas les pattes devant le Call Center CFF Cargo !

Sombres manœuvres en coulisses

En assemblée générale, les travailleuses et travailleurs des Ateliers mécaniques de Bellinzone (*Officine*) ont décidé, le lundi 7 avril 2008, d'arrêter leur grève avec occupation. Cette décision a été prise après une discussion collective et un bilan de la grève (voir l'encadré au verso: *Une première grande victoire*). Dans un communiqué, le département du conseiller fédéral «socialiste» Moritz Leuenberger indique que: «*Les CFF et les syndicats mèneront des négociations sans parti pris au cours des deux prochains mois dans le but de maintenir durablement le site de Bellinzone et de sauvegarder un maximum d'emplois [...]. Les CFF retirent également leurs mesures de restructurations.*»

M. Leuenberger a proposé que Marco Solari sonde les parties et envisage les modalités de la table ronde. Marco Solari a été directeur de l'Office du tourisme au Tessin (entre 1972 et 1991). En 1988, il eut la charge de délégué du Conseil fédéral pour la farce coûteuse du 700^e anniversaire de la Confédération. Il a été administrateur délégué de la Migros de 1992 à 1997. Il a occupé une place à la direction du puissant groupe de presse Ringier (*Blick*, *L'Hebdo*, etc.). Il est président du Festival du film à Locarno. Une carrière à filmer.

« Ne pas baisser la garde »

La force des salarié·e·s des *Officine* réside dans: 1° les décisions prises collectivement assurant l'unité, évitant que des désaccords se transforment en «bagarres» et rumeurs destructives; 2° une délégation informant de manière systématique et ne décidant rien sans l'accord des celles et ceux qui l'ont mandatée; 3° une négociation où le secret – antidémocratique – n'a pas de place.

Le porte-parole du comité de grève des *Officine*, Gianni Frizzo, a déclaré: «*nous avons gagné une bataille, mais pas la guerre [...]. Nous ne devons pas baisser la garde.*» La reprise du travail le mercredi 9 avril sera suivie d'une assemblée le 11 avril à 13h00. Tous

et toutes seront informés sur les premiers pas de la négociation.

Le soutien populaire et matériel, à Bellinzone, est lié à la grève avec occupation et à l'ouverture des Ateliers à la population: on pouvait manger dans le grand atelier de peinture, on pouvait connaître les Ateliers grâce à une visite guidée. Les sommes recueillies permettent de n'enregistrer aucune perte de salaire. C'est un élément concret pour assurer l'unité.

A la lumière de la mobilisation du Tessin, on peut comprendre ce que la presse a écrit, le 8 avril, à propos du Call Center de CFF Cargo: «*A Fribourg, entre-temps, les employés du Call Center de CFF Cargo se sont dits plus que déçus par les CFF à qui ils reprochent d'être déloyaux.*» Le qualificatif de déloyal est bien choisi.

Call Center: chacun·e en ligne

Comme à Bellinzone, les salarié·e·s du Call Center revendiquent le maintien des emplois. Cette manifestation, ce jeudi 10 avril, se place sous le même logo utilisé au Tessin: «*Bas les pattes devant le Call Center de Fribourg!*»

Pour concrétiser cet objectif, le débat le plus démocratique, avec des opinions contradictoires, se doit d'être organisé. La presse a écrit: «*Le secrétaire central du Syndicat du personnel des transports (SEV), Eric Levrat, ne se prononce pas sur une éventuelle grève.*» (*L'Agefi*, 8 avril) En effet, il appartient à tous les salariés du Call Center de se prononcer sur les moyens d'action les plus efficaces pour obtenir satisfaction, pour faire face à la très possible déloyauté de la direction des CFF. Il n'appartient pas à un secrétaire de se prononcer seul. Et c'est bien ainsi.

Que nous cachent les CFF?

Nous connaissons tous l'histoire de salarié·e·s du Call Center qui ont quitté une ville pour venir s'installer à Fribourg ou qui ont pris cet emploi car on leur promettait des perspectives.

Ce que l'on connaît moins, ce sont les manœuvres, derrière les coulisses, du Conseil fédéral et de la direction des CFF. Il a fallu que, ce dimanche 6 avril, le patron de la SNCF dévoile ses plans dans le fret ferroviaire et la logistique pour que tombent de nouvelles sur l'avenir de CFF Cargo. Expliquons l'affaire en quatre points:

1° La SNCF a décidé de contrôler totalement la firme de transport de fret et de logistique Geodis. La SNCF contrôle déjà 47% du capital de cette société dirigée par un ancien patron de Moulinex, qui s'y connaît pour faire tourner les salarié·e·s.

2° Le patron de la SNCF veut faire de Geodis un des grands opérateurs européens de transport de marchandises et de logistique; derrière la Deutsche Bahn, la Deutsche Post et Kühne & Nagel (firme suisse). La guerre pour «gagner des marchés», rentabiliser les firmes de transport et distribuer le maximum de dividendes aux actionnaires a été déclarée depuis la fin des années 1990. Elle s'intensifie aujourd'hui.

3° Pour disposer de plus d'atouts dans cette bataille, la SNCF vient d'acheter ITL (Import Transport Logistic), une firme allemande qui est basée à Dresde. Elle a des filiales aux Pays-Bas, en Pologne et en Tchéquie. Elle se développera – sous le commandement de la SNCF – en Russie et en Ukraine. Ainsi est occupé l'axe est-ouest européen des transports marchandises.

4° Pour s'assurer un créneau sur l'axe européen nord-sud, Guillaume Pepy, patron de la SNCF, déclare au grand quotidien français *Le Figaro*: «*J'ai indiqué au groupe suisse CFF Cargo, qui est au cœur de l'Europe, que je souhaitais que notre coopération s'intensifie.*»

Autrement dit, une collaboration et des discussions existent déjà. Silence a été fait sur ce point très important pour la réorganisation de CFF Cargo. Le quotidien *Le Monde*, du 8 avril, écrit: «*La prochaine acquisition dans le fret ferroviaire pourrait être CFF Cargo,*»

la filiale fret des chemins de fer suisses.»

Ces informations, ont de quoi confirmer le sentiment de déloyauté des CFF envers leurs salarié·e·s.

Le Call Center, les emplois et le développement régional

Face à ce nouveau contexte, il ne peut y avoir de négociations sans que la clarté soit faite sur un point: quels sont les projets déjà discutés entre la SNCF, les CFF, CFF Cargo et le Conseil fédéral. Ce dernier est l'unique propriétaire des CFF et de la filiale CFF Cargo.

Or, les « *Objectifs stratégiques assignés par le conseil fédéral pour les années 2007-2010* » disent clairement que: « *L'entreprise CFF doit: tenir compte des [...] répercussions de leurs activités sur le développement territorial et des attentes des régions quant à une répartition des emplois.* » (Feuille Fédérale, 20 mars 2007)

Les conclusions sont évidentes:

1° C'est un choix social et politique qui doit déterminer l'avenir de CFF Cargo, de son Call Center à Fribourg comme de ses Ateliers mécaniques à Bellinzzone ou à Yverdon.

2° Le développement de CFF Cargo est lié à l'énorme dépense pour les transversales alpines qui ont été payées par les salarié·e·s-contribuables. C'est donc une option sociale, écologique et politique qui doit primer. Les emplois de CFF Cargo, tous, doivent être défendus dans cette optique réaliste, en Suisse comme en Europe.

3° Comme l'a dit Gianni Frizzo: « *La bataille continue* ». Sur son objectif, se rejoignent les besoins de la population suisse et tous les salarié·e·s de CFF Cargo. (10 avril 2008)

Publications du MPS-BFS:

En français: *La brèche*, Revue *La brèche-Carré rouge*, Cahiers *La brèche*. En allemand: « *Debatte* ». Informations, abonnements et contact sur www.labreche.ch et www.debatte.ch

Sites du MPS-BFS:

www.labreche.ch et www.alencontre.org
Articles sur la Suisse et sur la situation internationale.
En allemand: www.debatte.ch, www.bfs-basel.ch, www.bfs-zh.ch

Une première grande victoire

Bilan « à chaud » d'une grande mobilisation ouvrière et sociale

Mouvement pour le socialisme - Tessin, 6 avril 2008

C'est une première grande victoire obtenue par les travailleuses et travailleurs des Ateliers mécaniques de Bellinzzone (ci-après *Officine*) après plus d'un mois de grève. Le retrait des projets adoptés par le conseil d'administration des CFF le 6 mars passé et l'engagement, dans le cadre de la table ronde, à discuter de mesures liées à renforcer et sauvegarder la structure [productive] des *Officine* ainsi que des postes de travail représentent deux des points fondamentaux mis en avant par les travailleurs en lutte ces dernières semaines.

La lutte des travailleurs des *Officine* ne s'arrête pas ici, il va de soi. Ces derniers savent combien délicate et difficile est la phase dans laquelle, aujourd'hui, entre le conflit. La table ronde peut certainement être une occasion en vue de donner une solidité définitive à cette première victoire et poser les bases pour continuer et développer l'expérience industrielle et publique des *Officine*.

Mais les travailleurs savent que ce qui est représenté autour d'une table ronde relève d'un monde dans lequel leur poids [social], leurs raisons (pour excellentes et « rationnelles » qu'elles soient) comptent beaucoup moins que ce que, par contre, ils peuvent traduire dans le cadre d'un conflit leur permettant d'influencer, de faire pression, au moyen de la grève. Certes, la longue durée de la grève, la résistance exceptionnelle exprimée durant ce mois, la vague de solidarité qui s'est manifestée dans le canton (et, sans doute, aussi dans le reste du pays) continueront à avoir leurs poids au cours des prochaines semaines et, donc, à avoir une influence sur le déroulement des travaux de la table ronde. Il serait mal venu que quiconque [la direction des CFF, entre autres] cherche à faire semblant de rien à ce propos et à recommencer avec les positions initiales auxquelles ils ont dû renoncer.

Toutefois, pour garantir la victoire, il faut aujourd'hui réunir au moins trois conditions.

1° La première consiste à continuer à faire sentir le poids des travailleurs, de leur force, de leur détermination. Il est dès lors important que les travail-

leurs des *Officine* restent mobilisés, qu'ils continuent à se réunir, à discuter, à faire le point et évaluer la situation. Et à affronter aussi des thèmes de fonds qui sont apparus à l'occasion de cette grève et auxquels ils se sont affrontés: du rôle du service public à celui des syndicats, de celui de la politique institutionnelle à celui de la solidarité ouvrière.

2° Le deuxième élément important, qui pourra être réalisé déjà ces jours, réside dans le fait de mener à bien la récolte des signatures soutenant l'initiative populaire: « Bas les pattes des *Officines*: pour la création d'un pôle technologico-industriel du secteur des transports publics ». Cette initiative a déjà largement réuni et dépassé le nombre de signatures assurant sa réussite; mais sa remise [aux autorités] assortie d'un nombre considérable de signatures peut, de façon significative, « accompagner » les discussions de la table ronde et représenter un élément supplémentaire de pression de la part des travailleurs.

3° Le troisième et dernier élément, en partie lié au premier, est la dimension impérative que la table ronde, les discussions politiques qui se déroulent en son sein (au-delà des aspects strictement techniques) soient conduites à la lumière du soleil, selon un principe de transparence permettant de s'adresser à tous les travailleurs et à ces milliers de citoyennes et de citoyens qui, au cours de ces semaines, ont participé à la mobilisation de soutien aux *Officine*.

Cela est nécessaire parce que les *Officine*, grâce à cette grande mobilisation, sont devenus « un bien commun » au-delà de leur nature « étatique ». Ces ateliers, ont connu d'une certaine manière une « socialisation » de leur propriété étatique [en tant que firme]. Les *Officine* sont devenus un patrimoine collectif, un symbole des aspirations de la population qui veut être prise en compte, peser et décider de l'avenir de la société et du destin des hommes et des femmes. C'est une expérience précieuse, nouvelle et d'une grande portée politique. Faisons tout afin que ce sentiment se perpétue. (trad. rédaction *La brèche*)